

Vu le code de l'aviation civile, notamment les articles R. 425-1 à R. 425-19;

Vu le décret n° 74-14 du 14 janvier 1974 étendant et adaptant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de l'aviation civile (2e partie);

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1er.— Le troisième alinéa de l'article R. 425-12 du code de l'aviation civile est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le président convoque l'intéressé à une date telle que ce dernier puisse disposer, compte tenu du temps normal nécessaire à son déplacement, d'un délai minimum de cinq jours avant sa comparution pour prendre connaissance de son dossier au secrétariat de la section. »

Art. 2.— Le dernier alinéa de l'article R. 425-14 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le conseil ou les sections doivent faire connaître leur avis au ministre compétent dans un délai de vingt jours après la fin des auditions prévues à l'article R. 425-13. »

Art. 3.— L'article R. 425-15 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article R. 425-15.

Le secrétariat de la section des essais et réceptions est assuré par le personnel du ministère chargé des armées. Celui de la section du transport et du travail aériens est assuré par le personnel de la direction générale de l'aviation civile. Celui du conseil siégeant en séance plénière est assuré par le secrétariat de la section dont le président préside le conseil.

Le secrétariat assiste aux séances et aux délibérations. Il est tenu au secret.

Art. 4.— L'article 425-18 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article R. 425-18.

Les sanctions disciplinaires relevant de la compétence du conseil de discipline sont :

Le blâme ;

Le retrait temporaire avec ou sans sursis d'une ou de plusieurs licences ou qualifications ;

Le retrait définitif d'une ou de plusieurs licences ou qualifications ;

La radiation du registre prévu à l'article L. 421-4.

Art. 5.— Les dispositions du présent décret sont applicables aux territoires d'outre-mer.

Art. 6.— Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre des transports, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1983.

Pierre MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre des transports,

Charles FITERMAN.

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,  
Gaston DEFFERRE.

Le ministre de la défense,  
Charles HERNU.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur  
et de la décentralisation, chargé des départements  
et des territoires d'outre-mer,  
Georges LEMOINE.

## TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE MINISTERIEL du 17 mars 1983 portant institution d'un certificat d'aptitude professionnelle au développement.

(Education nationale : bureau DL 4)

Vu code de l'enseignement technique ; code du travail ; L. n° 71-577 du 16-7-1971 ; L. n° 75-620 du 11-7-1975 ; D. n° 72-279 du 12-4-1972 mod. par D. n° 77-249 du 18-2-1977 ; D. n° 72-607 du 4-7-1972 ; D. n° 76-1303 du 28-12-1976 ; D. n° 76-1304 et 76-1305 du 28-12-1976 ; avis des commissions professionnelles consultatives compétentes ; sur proposition du directeur des lycées,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé un certificat d'aptitude professionnelle au développement. Ce certificat correspond au niveau V de la classification appliquée par la commission technique d'homologation des titres et des diplômes de l'enseignement technologique.

Art. 2.— Le certificat d'aptitude professionnelle au développement sanctionne une formation technologique destinée à permettre aux jeunes scolarisés dans certains établissements d'enseignement technique des territoires d'outre-mer d'acquérir une qualification adaptée aux conditions spécifiques, géographiques, sociales et économiques propres à ces territoires.

Ce certificat comprend trois options :

- une option 1 : fabrication en entretien mécanique ;
- une option 2 : construction et entretien des bâtiments ;
- une option 3 : activités familiales, artisanales et touristiques.

Art. 3.— La liste des modules de contrôle requis pour l'obtention de chacune de ces options ainsi que les instructions pédagogiques correspondantes figurent à l'annexe II du présent arrêté (1).

Art. 4.— Le contrôle de la formation sanctionnée par le certificat d'aptitude professionnelle au développement s'effectue sous forme d'un contrôle continu défini à l'annexe I du présent arrêté.

A cet effet, il est créé un jury permanent désigné par l'inspecteur d'académie, vice-recteur dont la composition et le fonctionnement font l'objet de l'annexe III au présent arrêté.

Le vice-recteur du territoire dans le ressort duquel l'examen est organisé procède à la délivrance du diplôme.

(1) L'arrêté et ses annexes seront diffusés par le Centre national de documentation pédagogique, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris cedex 05.

Art. 5.— Le directeur des lycées est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des Lycées,

C. PAIR.

(J.O.N.C. du 26 mars 1983)

## ANNEXE I

### Le contrôle continu et l'attribution des modules de contrôle capitalisables

L'obtention des différentes options du certificat d'aptitude professionnelle au développement se fait par addition de modules de contrôle capitalisables obtenus par contrôle continu des connaissances au cours de la formation.

Ces modules capitalisables, sont délivrés chaque fin de semestre par un jury permanent, sur avis de l'équipe pédagogique.

Les modules sont au nombre de 16, répartis également selon 4 axes distincts :

- 4 modules axe pratique professionnelle
- 4 modules axe connaissances professionnelles
- 4 modules axe social
- 4 modules axe maths-sciences.

Chacun de ces modules comprend des savoirs et savoir-faire dans des branches professionnelles ou des disciplines différentes (voir détails ci-dessous).

L'attribution de chacun des 4 modules de chaque axe suppose que les 3 modules précédents ont été obtenus. En tout état de cause, le quatrième module implique que toutes les difficultés constituant la totalité des objectifs de cet axe aient été surmontées.

**Axe pratique professionnelle (4 modules) - Axe connaissances professionnelles (4 modules)**

Ces deux axes sont liés l'un à l'autre, l'acquisition des connaissances théoriques devant se faire au moment où elles sont nécessaires dans la réalisation des travaux pratiques.

Les 4 modules définis dans les annexes suivantes pour chacun de ces deux axes seront concernés par les branches professionnelles suivantes :

#### Option 1 : fabrication et maintenance mécanique

— moteurs thermiques et véhicules (pour le tiers du temps) ;

— fabrication mécanique : usinage, travail des tubes, tôles et profilés, soudage, montage... (pour la moitié du temps).

- électricité industrielle ;
- dessin industriel.

#### Option 2 : construction et entretien des bâtiments

- maçonnerie (pour la moitié du temps) ;
- menuiserie-charpente (pour le quart du temps) ;
- électricité du bâtiment ;
- plomberie-sanitaire.

#### Option 3 : activités familiales, artisanales et touristiques

- cuisine-restaurant (pour la moitié du temps) ;

— enseignement ménager : connaissances et entretien du linge, organisation et entretien de l'habitat.

— économie sociale et familiale ;

— jardinage

— artisanat et animation (touristique et culturelle).

La pratique et les connaissances professionnelles correspondent à la moitié de l'horaire-élève et à la moitié des modules capitalisables.

Elles sont acquises dans le cadre d'une pédagogie active basée sur « le projet », à partir de « réalisations » correspondant aux besoins locaux, pédagogie qui peut être précisée par le commentaire suivant :

On demande à l'adolescent de pouvoir faire face à des situations variées, de porter un jugement sur la façon de les appréhender et d'agir en fonction de celui-ci.

Il n'est pas question d'exiger de l'adolescent une somme de connaissances mais de juger son aptitude à trouver une solution à un problème particulier.

Il faut développer la curiosité naturelle du jeune en le faisant participer à des activités variées et multiples.

L'apprentissage de la profession se fera — autant que possible — au travers de travaux réels de façon à mettre le jeune en situation de responsabilité.

Cette responsabilité doit lui permettre une appréciation des difficultés à vaincre et un jugement sur sa capacité (tant professionnelle que matérielle) à les résoudre ; ce qui entraîne soit son intervention immédiate, soit l'appel à un spécialiste.

Les objectifs définis représentent un niveau minimal d'aptitudes, la formation en situation réelle pouvant entraîner des connaissances supplémentaires particulières, différentes pour chacun des élèves.

Les difficultés à vaincre au cours des deux années seront abordées au fur et à mesure des travaux dans un ordre qui sera conditionné par ceux-ci, d'une part, et en fonction des suggestions éventuelles d'ordre chronologique, d'autre part.

**Axe social - chacun des 4 modules sera concerné par les disciplines suivantes :**

Le français dont le contenu sera adapté au niveau des élèves et déterminé également en début de semestre.

L'initiation à la vie économique et sociale (IVES).

Le milieu naturel et humain (MNH).

**Axe maths-sciences - chacun des 4 modules sera concerné par les disciplines suivantes :**

- la géométrie ;
- l'algèbre ;
- les mathématiques comptables ;
- les sciences physiques ;
- les sciences naturelles.

## ANNEXE III

### Le jury permanent

#### Composition et fonctionnement

Le jury est un jury permanent, par subdivision administrative, désigné par l'inspecteur d'académie, vice-recteur, présidé par un administrateur représentant le haut-commissaire et dont le vice-président sera l'IET en résidence. Il comprend des enseignants et des représentants des activités économiques locales et notamment des services territoriaux (services ruraux, travaux publics, etc.).

Il procédera lui-même, au cours de l'année scolaire, à des vérifications ponctuelles intégrées au processus de formation.

L'équipe pédagogique préparera, pour chaque élève, un dossier comportant le bilan de ses activités, une évaluation des connaissances et des compétences acquises et des propositions concernant les éléments de modules que, d'après elle, l'élève aura acquis pendant la période examinée par le jury permanent (le dossier pourra être un travail collectif de l'équipe dont l'élève fait partie).

Le jury permanent procédera au milieu et à la fin de chaque année scolaire :

- 1) à l'attribution des modules acquis ;
- 2) à l'indication, pour les modules non acquis des éléments manquants que le candidat pourra obtenir ultérieurement.

Ces résultats seront consignés dans une attestation réglementaire, délivrée par le vice-recteur.

Le CAP polyvalent sera délivré par le vice-recteur quand tous les modules seront acquis.

Les élèves de deuxième année qui n'auront pas acquis certains modules préparés au cours des deux premières années pourront continuer à les préparer avec l'aide de la promotion sociale.

#### Composition et désignation

Un jury permanent du certificat d'aptitude professionnelle au développement sera désigné dans chaque subdivision par l'inspecteur d'académie, vice-recteur. Il comprendra :

- Un président : le vice-recteur ou son représentant.
- Un vice-président : l'inspecteur de l'enseignement technique des techniques industrielles résidant dans le Pacifique.
- Un représentant des services ruraux.
- Un représentant des travaux publics.
- Un représentant de la Chambre des métiers.
- Un représentant de la Chambre de commerce et d'industrie.
- Le directeur du bureau pédagogique pour le développement ou son représentant.
- Un responsable d'ALEP.
- Trois enseignants de l'ALEP concernée.

Pour les options particulières (artisanat local, hôtellerie...) il pourra être fait appel, sur proposition du vice-recteur, à la personne la plus compétente sur le territoire dans le domaine envisagé.

#### ARRETE MINISTERIEL du 18 janvier 1984 relatif au budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française.

Par arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T., en date du 18 janvier 1984, le budget de l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française pour 1983, approuvé par l'arrêté du 22 mars 1983, est modifié et arrêté désormais en recettes et en dépenses aux montants bruts ci-après :

Fonctionnement	3.839.850.000 F C.F.P.
Opérations en capital :	
Autorisations de programme	540.200.000 F C.F.P.
Crédits de paiement	1.571.200.000 F C.F.P.

#### ARRETE INTERMINISTERIEL du 31 janvier 1984 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs de la police nationale. (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, en date du 31 janvier 1984, est autorisé au titre de l'année 1984 le recrutement par voie de concours, en application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés, de 200 inspecteurs de la police nationale (femmes et hommes).

Ce recrutement sera effectué dans les conditions suivantes :

Cent places par concours,

Cent places au titre de la législation sur les emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Le nombre de postes attribués à chacun des deux concours est fixé comme suit :

Premier concours externe : cinquante postes, dont treize attribués aux candidats du sexe féminin ;

Second concours interne : cinquante postes, dont douze attribués aux candidats du sexe féminin.

Les registres d'inscriptions seront clos le 23 février 1984, délai de rigueur.

La date des épreuves et la composition des jurys feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

NOTA.— Pour tous renseignements, les candidats devront s'adresser à la préfecture (secrétariat général pour l'administration de la police) de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rennes, Toulouse, Tours, Metz, Versailles, à la préfecture du département d'outre-mer de leur lieu de résidence ou aux hauts-commissaires de la République, chefs du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à Nouméa, et de la Polynésie française, à Papeete.

Ces renseignements peuvent également être obtenus auprès de la délégation régionale au recrutement et à la formation de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris-Ile-de-France, Rennes, Toulouse, Tours (les adresses seront communiquées par les commissariats de police).

#### AVIS relatif à une instruction de l'Institut d'émission d'outre-mer prise pour l'application du décret n° 67-27 du 9 janvier 1967, modifiée par le décret n° 71-145 du 23 février 1971, portant institution d'un système de réserves obligatoires.

#### INSTRUCTION N° 42 DU 16 DECEMBRE 1982

Article 1er.— L'article 3-B (§ 2) de l'instruction n° 32 du 9 décembre 1980 modifiée reçoit la nouvelle rédaction suivante :